

Arrestation de 324 "sans-papiers" à Bujumbura

PANA, 26/01/2009 Bujumbura, Burundi - Quelque 324 Burundais et Ã©trangers sans piÃ©ces d'identitÃ© ou de sÃ©jour en rÃ©gion ont Ã©tÃ© raflics, lundi matin, dans Buyenzi, un quartier populaire et cosmopolite du centre-ville de Bujumbura, a appris la PANA de source policiÃ©re dans la capitale burundaise. La chasse aux "sans-papiers" et autres "irrÃ©guliers" dans diffÃ©rents quartiers populaires de la ville de Bujumbura, qui s'est intensifiÃ©e ces derniers jours, a dÃ©jÃ conduit Ã l'arrestation de plus de 1.500 personnes et Ã une centaine de conduites aux frontiÃ©res d'Ã©trangers dont des Congolais, des Rwandais, des Tanzaniens, des Ougandais et des Kenyans.

Dans la rafle de ce lundi matin, 50 ressortissants congolais, 8 Rwandais, 15 Ougandais, 7 Tanzaniens, 1 Sud-Africain et 1 Omanais tombÃ©s dans les mailles du filet policier risquent d'augmenter le nombre d'Ã©trangers dÃ©jÃ refoulÃ©s du territoire national. Quelque 243 Burundais sans piÃ©ces d'identitÃ© ont, par ailleurs, Ã©tÃ© verbalisÃ©s par la police et soumis Ã de simples amendes administratives de 2.000 francs burundais (prÃ©s de 2 dollars US) avant d'Ãªtre relÃ©chÃ©s. Les dÃ©fenseurs des droits de l'homme Ã Bujumbura ont Ã nouveau dÃ©criÃ© les reconduites Ã« systÃ©matiques Ã» aux frontiÃ©res d'Ã©trangers en Ã« situation irrÃ©guliÃ©re Ã». Ces expulsions risquent, aux yeux des dÃ©fenseurs des droits de l'homme, d'Ãªtre assimilÃ©es Ã de la Ã« xÃ©nophobie Ã» et valoir des mesures de reprÃ©sailles aux Burundais vivant Ã l'Ã©tranger. La police nationale du Burundi (PNB), quant Ã elle, ne s'est pas lassÃ©e, ces derniers jours, d'expliquer Ã l'opinion, tant nationale qu'internationale, qu'elle ne faisait qu'un Ã« travail de routine Ã» rentrant dans la simple logique de la prÃ©vention de la criminalitÃ© et de la rÃ©glementation du sÃ©jour des Ã©trangers dans le pays d'accueil. Du cÃ´tÃ© des politiciens, le ministÃ©re burundais de l'IntÃ©gration rÃ©gionale, a Ã©galement rÃ©agi, lundi, aux refoulements d'irrÃ©guliers en expliquant, Ã des nuances, que la dÃ©marche tombait sous le coup de la loi et du maintien de l'ordre public. Ã« D'expÃ©rience de voyageur, je n'ai jamais connu un pays aussi hospitalier que le Burundi Ã», a simplement dÃ©clarÃ©, devant la presse, l'actuel ministre burundais de l'IntÃ©gration rÃ©gionale, VÃ©nÃ©rant Bakevyumusaya. Le haut responsable gouvernemental burundais a nÃ©anmoins demandÃ© Ã la police nationale de travailler Ã« professionnellement Ã» et de respecter la dignitÃ© des Ã©trangers dans tout ce qu'elle entreprend pour rester en parfaite harmonie avec les lois internationales en matiÃ©re d'immigration.